



Brèves

En lutte contre les dictatures. Le Congrès pour la liberté de la culture (1950-1978)

Roselyne Chenu
Entretiens avec Nicolas Stenger,
préface d'Alfred Grosser
Le Félin, 2018, 252 p., 22 €

La chute du Mur, en 1989, n'a pas signifié la « fin de l'histoire », mais du moins a-t-elle mis fin à l'imposture totalitaire à l'Est et ailleurs. Elle a hélas entraîné aussi une perte de mémoire massive, non seulement sur ce que fut cette imposture, mais aussi sur nombre de valeureux combats (et combattants) pour la liberté, tant dans les pays opprimés que dans les États libres de l'Ouest. Une de ces institutions au service de la liberté de penser et d'agir, le Congrès pour la liberté de la culture, et ses nombreuses activités (organisation de colloques, création de revues, bourses de voyages et d'études, envois de livres...), sont rappelées dans ce livre grâce à un témoin direct : Roselyne Chenu y fut en effet employée de 1964 à 1974, comme assistante du poète Pierre Emmanuel, « directeur Europe » de l'institution, créée en 1950 lors d'un rassemblement à Berlin de 118 intellectuels d'Europe de l'Ouest et des États-Unis pour défendre la

« liberté de la culture ». Le Manifeste aux hommes libres qu'ils signèrent (rédigé en grande partie par Manès Sperber et présenté par Arthur Koestler) sera la chartre du Congrès – un nom quelque peu trompeur puisqu'il s'agissait d'une institution durable créée dans la foulée. R. Chenu décrit avec précision, de l'intérieur, ce que furent son histoire et ses actions multiples et variées en faveur de toutes les libertés dans le monde. Comme témoin de première main, elle livre non des secrets, mais des renseignements sur des débats et des décisions internes, ou les dessous de nombre de décisions qui resteraient ignorées sans elle. Ce faisant, elle raconte aussi, avec une discrétion de bon aloi, ce que fut sa part propre. Son récit, d'une grande sincérité, ne cache pas des échecs et des limites, en particulier la crise de 1967, quand la presse révèle le financement indirect du Congrès (et aussi, entre autres, de revues...) par la CIA, via des fondations américaines ayant pignon sur rue (comme la fondation Ford). Bien que l'action du Congrès ne se limitât pas à la défense des libertés dans les régimes communistes et qu'elle se fût toujours opposée aux dictatures de droite, le scandale fut considérable, dans un contexte de fort anti-impérialisme américain (guerre du Vietnam). Il fournissait une arme de poids aux commu-



nistes qui avaient, au moment de la fondation du Congrès en 1950, tenté d'empêcher toute comparaison entre Hitler et Staline. Près de sombrer, le Congrès survécut pourtant grâce aux efforts de Pierre Emmanuel en particulier, sous le nom plus approprié d'Association internationale pour la liberté de la culture, jusqu'en 1978. Elle disparut, victime du manque de financements. Une histoire bien connue ailleurs, pour d'autres associations nées après guerre, mais le préfacier, Alfred Grosser, semble penser que, de toute façon, elle serait devenu « inutile » dix ans plus tard, après 1989.

Jean-Louis Schlegel

Écrire l'histoire des sexualités

Jeffrey Weeks

Trad. sous la dir.

de Françoise Orazi

Presses universitaires de Lyon,
2019, 240 p., 14 €

Le pluriel dans le titre n'est pas anodin. Il indique d'emblée l'orientation (le parti pris ?) : quand l'histoire des sexualités est écrite à partir des mentalités et plus encore à partir du genre, elle s'oppose à tout essentialisme biologique (à la dualité sexuelle inscrite dans le corps) et raconte des sexualités multiples. L'auteur anglais de cet essai va manifestement quelque peu au-delà

du constat : il ne cache pas un point de vue militant. S'inspirant largement de la littérature anglo-américaine sur le sujet, il est éclairant sur nombre d'évolutions récentes à propos de l'abord historiographique – et politique – des sexualités, et donne une place de choix aux travaux et aux débats d'origine *queer*, LGBT, féministe, postcoloniale..., où les interprétations et les prises de position sont plus différenciées qu'on ne le croit généralement. On note la grande importance, mais pour les discuter, des thèses de Michel Foucault sur le « biopouvoir », et aussi un chapitre essentiel sur la « mondialisation de l'histoire des sexualités », qui marque bien les difficultés, au stade actuel en tout cas, de l'universalisation des idées (et des libertés) occidentales sur ces sujets. Si le sexe biologique est congédié, force est de constater que l'enfant, significativement, l'est aussi – comme s'il n'avait plus rien à voir en général avec des relations sexuelles...

Jean-Louis Schlegel

La France sans les juifs

Danny Trom

Presses universitaires de France,
coll. « Émancipations », 2019,
160 p., 15 €

Le point de départ de ce livre est la résurgence d'un « problème juif » en France à la fin du XX^e siècle : « l'évidence »



du fait que les juifs quittent la France – même si l’auteur avoue qu’« *on ne sait presque rien de l’émigration* » –, parce qu’une « *guerre* » est menée contre eux, en particulier après les attentats de 2015. L’auteur prend soin d’identifier les responsabilités : « *Les juifs ne sont pas poussés à la sortie par quelques islamistes fanatiques mais par le terreau sur lequel ils prospèrent [...] une culture du ressentiment à l’égard des juifs qui n’a rien à voir avec l’islam* » et qui s’exprime par le slogan « *deux poids, deux mesures* », notamment chez les Indigènes de la République et leurs soutiens à gauche. La prise en considération de ce terreau permet à l’auteur de dénoncer les limites de la transaction proposée par Pierre Manent entre la République et l’islam. Interrogeant la profonde solidarité de Hannah Arendt et de Raymond Aron pour l’État d’Israël, en dépit de leurs divergences sur les rapports de l’État-nation avec le totalitarisme (la première y voit un germe, le second un rempart) et des différentes modalités nationales d’intégration des juifs (contribution à la culture nationale en Allemagne, alignement sur l’œuvre républicaine en France), il y décèle la crainte d’une nouvelle destruction, et donc la demande d’une « *protection par surcroît* », illégitime en régime démocratique, même si justifiée historiquement, et obtenue politiquement avec la création d’Israël. Si l’ouvrage déploie avec beaucoup de

finesse les tensions subjectives des juifs en France et relie de façon pertinente les crimes antisémites à l’idée que les juifs sont des oppresseurs, on s’étonnera de son insistance sur les populations « *allochtones* » – accusées de « *parachever* » la Shoah –, de son silence sur le sort des Palestiniens et de sa remise en question du principe d’un accueil inconditionnel des réfugiés.

Jonathan Chaliier

Vivre et penser la liberté

Jacques Ellul

Labor et Fides, 2019, 632 p., 34 €

Ceux qui se sont plongés dans l’œuvre immense et composite de Jacques Ellul (1912-1994) savent que la polémique qu’elle suscite se mêle à l’enthousiasme qui accompagne toutes les pensées que l’on sait redoutables, dans lesquelles on refuse de se reconnaître, mais qui forcent l’admiration par leur audace et leur sagacité. Depuis quelques années, les éditions protestantes Labor et Fides concourent à son anamnèse. Cette nouvelle édition, *Vivre et penser la liberté*, rassemble une quarantaine d’articles sur la liberté, écrits entre 1938 et 1991, dont la moitié sont des inédits, sous des aspects aussi variés que la sexualité, la religion, le progrès technique, les institutions européennes ou encore l’école. Pour Ellul, la liberté est



« un concept qui n'existe pas ». Elle est au mieux un mythe qui sert de fondement à l'Europe. À cet égard, les textes d'Ellul ne permettent pas de « vivre et penser la liberté », mais de la combattre comme une chimère philosophique, une coquille vide, une « illusion », un faux-semblant. Ellul est davantage un penseur de l'aliénation sous couvert de la liberté que de la liberté elle-même, perdue depuis la Chute et l'accession des hommes à l'autonomie. L'aliénation se reconnaît dans ces simulacres de liberté que sont l'État, l'absence de contrainte et le loisir. La « véritable liberté », fille de l'obéissance, ne consiste pas à pouvoir choisir entre le Bien et le Mal, mais à vouloir le Bien. Faisant œuvre de « dévoilement », Ellul considère que la liberté brandie par les modernes comme un étendard n'est que paroles, et qu'aucune structure institutionnelle, fût-elle démocratique, n'affranchit l'homme des chaînes qui l'enserrent depuis la Chute. Le même Ellul qui désavoue Mai 68 au nom d'une défense très antimoderne de la libération sexuelle, qui diabolise systématiquement le progrès et ses innovations, se révèle ailleurs fervent défenseur de la laïcité à l'école, du pluralisme, de la jeunesse, des discours contestataires face à leurs détracteurs, bref, comme un libertaire.

Margaux Cassan

La Magie du football. Pour une philosophie du beau jeu

Thibaud Leplat

Préface de Hatem Ben Arfa

Marabout, 2019, 172 p., 15,90 €

Aimer le beau jeu, c'est devenir « supporter d'une idée ». Pour l'accepter, il faut d'abord déconstruire un sport embué par le *business* et dénigré pour ses passions futiles. Tout comme changer la figure de l'amateur de football, volontiers chauvin, volontiers de mauvaise foi pour défendre son équipe. Thibaud Leplat dépasse ces représentations et produit une analyse sensible du football pour en faire un « mode d'existence ». Dans cet essai, les déclarations de footballeurs rencontrent Proust, Nietzsche, Borges ou Philonenko, à qui le livre est dédié. Le football est considéré comme une magie où le spectateur recherche les « moments de grâce ». Parmi eux, il y a le tragique d'une bourde, l'invisible du vestiaire, le jeu sans ballon ou la passe décisive. Cette phénoménologie amoureuse, à la fois cri du cœur et quête de sens, cherche à produire un nouveau discours, comme de nouveaux commentateurs. Pour aimer le football, il faut le connaître, et inversement.

Rémi Baille